

DANS LE DOMAINE DE LA TECHNOLOGIE

Un Commonwealth

francophone pourrait profiter

au Québec

■ Le Sommet de la francophonie et la création éventuelle d'un Commonwealth des pays francophones, à la fin de

PIERRE VENNAT

février, à Paris, pourrait avoir des retombées économiques fort intéressantes pour la technologie québécoise.

Celle-ci bénéficie en effet de deux atouts majeurs auprès des pays francophones d'Afrique. Elle est en effet francophone, sans être « française » et elle est nord-américaine, sans dépendre de Washington.

Madame Monique Vézina, ministre des Relations extérieures du Canada, a d'ailleurs déclaré hier à LA PRESSE, que le gouvernement Mulroney et le nouveau gouvernement Bourassa étaient tous deux d'accord pour souhaiter que le volet « économique » du Sommet de Paris ait des retombées encore plus importantes que les retombées culturelles sur le Canada et en particulier le Québec.

Hier, Mme Vézina participait en compagnie de M. Robert Goudreau, pdg de Teccart International et du chargé d'affaires gabonais au Canada, M. Mathias

Koundi Nang, à une conférence de presse soulignant l'obtention d'un contrat de \$12,6 millions de dollars par la firme Teccart International de Montréal pour la mise en place d'un système d'éducation populaire au Gabon.

Le ministère du Commerce extérieur du Québec étudie présentement, à travers la Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ), une importante collaboration au niveau du développement du vidéo-interactif nécessaire à ce projet.

Le pdg de SOREQ, M. Claude H. Roy, a d'ailleurs souligné hier midi que l'expérience gabonaise de Teccart constituait une expérience pilote, laquelle sera ensuite facilement exportable à travers toute l'Afrique francophone et possiblement ailleurs.

Quant à Teccart, elle se sent déjà prête à relever pareils défis ailleurs. M. Yves Lewis, directeur des services pédagogiques de l'Institut Teccart a souligné à LA PRESSE que Teccart vient de terminer un contrat de formation du personnel de maintenance de l'équipement électronique des universités partiellement de langue française en Afrique, formation qui a duré trois ans et touché 15 pays.

Actuellement, Teccart effectue une étude des besoins de formation et des plans de formation de personnel en électronique au Maroc et espère y décrocher, par la suite, un contrat semblable à celui obtenu au Gabon. Selon lui, il ne fait aucun doute que le Québec est aidé par le fait qu'il peut fournir la technologie nord-américaine en français.